

Motion d'actualité

adoptée par le congrès de la fédération Sud éducation le 26 mars 2018

La fédération des syndicats Sud éducation réunie en congrès à Boulogne-sur-Mer dénonce :

- la mise sous tutelle de l'Etat de l'université Toulouse le Mirail (Jean Jaurès) et la menace faite d'intervention des forces de l'ordre.
- l'intervention organisée de nuit, avec l'accord du doyen, d'un groupe fasciste composé d'enseignant-es et d'étudiant-es, à la fac de droit de Montpellier contre d'autres étudiant-es qui occupaient un amphithéâtre.
- La répression de toutes les universités
- la fusion forcée de toutes les universités

Pour mettre en place « parcoursup » et la réforme du Bac, l'Etat fait preuve d'une politique autoritaire et de répression à l'égard des grévistes afin de museler les contestations sociales. La lutte en cours massive à Toulouse (fac du Mirail) et celle de Montpellier (université Paul Valéry), portées par les personnels et les étudiant-es, nourrissent l'espoir d'un mouvement contre la sélection. Suite à l'AG, du 22 mars, à Toulouse, la faculté s'est déclarée auto-gérée et cherche à construire la convergence avec les autres secteurs en lutte sur la ville.

La fédération des syndicats Sud éducation exige :

- l'abrogation de la loi ORE
- la révocation de l'ex-doyen de l'université de Montpellier
- la suspension des personnels qui ont participé à l'agression à Montpellier.
- l'arrêt de la fusion des universités toulousaines et de toutes les autres fusions imposées
- le retrait de la réforme du Bac
- l'arrêt des répressions dans toutes les universités

Nous appelons à soutenir toutes les mobilisations en cours et à venir dans les universités et les établissements scolaires contre les réformes qui instaurent la sélection à l'université et accentuent le tri social. Nous y prendrons part de toutes nos forces afin de porter une vision de l'école égalitaire, émancipatrice, ouverte à toutes et tous sans conditions, réfractaire à la loi du marché et au diktat du patronat.